

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°122 - 5 juin 2012

Parachever le vote du 6 mai

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : jeudi 7 juin 2012

Démocratie & Socialisme

Les 10 et 17 juin prochain, il faudra parachever le vote du 6 mai dernier. Cela signifie, en tout premier lieu, qu'il faudra, en juin, tout faire pour qu'il y ait la même mobilisation des électeurs de gauche qu'en mai. Ce n'est pas acquis. Le poids de l'élection présidentielle est tel que beaucoup ne considèrent plus ces élections législatives que comme une simple formalité. Cela risque de faire le jeu de la droite.

Éviter les majorités à géométrie variable

Le FdG, le PS et EELV ne sont malheureusement pas parvenus à conclure un accord électoral à trois pour les prochaines élections législatives. C'est tout à fait regrettable, notamment à Hénin-Beaumont face à Marine Le Pen, comme dans la 2ème circonscription des Pyrénées-Atlantiques, face à François Bayrou.

Le PS a passé des accords électoraux bilatéraux avec EELV, le PRG et le MRC qui aboutissent à ce que, dans une centaine de circonscriptions, il n'y ait pas de candidat du PS face aux candidats d'EELV, du PRG ou du MRC. Le PS, le PRG et EELV participent au gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Le MRC a conclu un accord de législature avec le PS.

Le 17 juin, Jean-Marc Ayrault devra disposer d'une majorité à l'Assemblée nationale afin d'appliquer la politique qui, pour le moment, a obtenu l'accord d'EELV, du PRG et du MRC. Il sera donc nécessaire de voter, dès le 10 juin, pour les candidats du PS ou soutenus par le PS, présentés par EELV, le PRG ou le MRC.

Il n'y a pas d'autre solution pour éviter des majorités à géométrie variable comme celles qui avaient suivi les élections législatives de 1988. Le Parti socialiste n'avait pas obtenu la majorité absolue. Michel Rocard, Edith Cresson, Pierre Bérégovoy avaient alors appliqué leurs politiques en faisant voter les lois, soit avec le PCF comme force d'appoint, soit avec l'UDC ou le MDR, la droite camouflée en « centre » (les Bayrou du moment), comme autre force d'appoint. Le tout couronné par des « gouvernements d'ouverture » où figuraient nombre de ministres de droite tels que Durafour, Soissons, Pelletier, Durieux ou Baumet.

Le résultat de cette politique a été sans appel en 1993 : un raz-de-marée bleu. Ce sont les retraites (la fin des 37,5 annuités dans le privé qui a servi de levier à la tentative de contre-réforme de 1995 et aux contre-réformes de 2003 et 2010) et l'Ecole publique (la loi Bayrou qu'un million de manifestants à Paris en janvier 1994 a obligé la droite à retirer) qui ont, aussitôt, été en ligne de mire. Ce serait bien pire en 2017, avec la crise que connaît l'Union européenne, un FN à 18 % et une UMP de plus en plus poreuse aux idées et à la politique du parti de Le Pen.

Après le 17 juin, il faudra un gouvernement unitaire de toute la gauche basé sur un accord politique

Un gouvernement de toute la gauche, devra inclure le Front de Gauche, comme l'a proposé Jean-Marc Ayrault. Ne nous y trompons surtout pas : soit la gauche sera capable de répondre aux aspirations du salariat et de faire reculer la misère sociale sur laquelle prolifèrent le FN et l'UMP, soit la gauche perdra la bataille. Et c'est l'ensemble de la gauche qui sera perdante, comme elle a perdu les élections législatives au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne, au Portugal et en Grèce où, le 6 mai dernier, la première formation de gauche, SYRIZA n'est arrivée qu'en deuxième position, derrière le parti de droite Nouvelle Démocratie.

Se mettre en réserve de la République, se poser en recours de la gauche, tabler sur un échec de François Hollande serait un pari extrêmement dangereux pour le salariat et la gauche toute entière.

Un gouvernement de toute la gauche, au contraire, permettrait d'élargir la majorité parlementaire et fermerait la porte du gouvernement à Bayrou dont l'objectif est de dresser, face à tout mouvement social, un gouvernement « d'ouverture » ou « d'union nationale » aligné sur les volontés de la Finance.

C'est le gouvernement qui devra d'abord agir pour faire gagner toute la gauche, en encourageant la mobilisation sociale et en s'appuyant sur elle pour faire face aux pressions (qui se font déjà extrêmement fortes) des marchés financiers, des banques, du patronat, de la Commission européenne et de la droite européenne.

Le 10 juin : pas une voix ne doit manquer aux candidats soutenus par le PS (présentés par PS, PS-EELV, PS-PRG ou PS-MRC)

Le 17 juin : pas une voix ne devra manquer aux candidats de gauche (PS, FdG, EELV, PRG, MRC) arrivés en tête.